

Enquête Un chercheur américain dévoile des documents inédits sur les relations américano-israéliennes lors de l'attaque des deux camps palestiniens, en 1982, à Beyrouth. Selon lui, Washington a reculé devant les pressions d'Israël

Le « massacre évitable » de Sabra et Chatila



Comme 800 à 2 000 personnes, les enfants de Wadah Al-Shabek ont disparu durant le massacre de Sabra et Chatila, à Beyrouth, en septembre 1982. ALESSIO ROMENZI

New York
Correspondant

L'échange se passe à Jérusalem il y a trente ans jour pour jour. Morris Draper, ambassadeur itinérant du président Ronald Reagan au Proche-Orient, rappelle à ses interlocuteurs israéliens la « position fondamentale » des Etats-Unis : « Nous n'avons pas pensé que vous deviez entrer [dans Beyrouth]. Vous auriez dû rester en dehors. » Réponse d'Ariel Sharon, ministre israélien de la défense : « Que vous l'ayez pensé ou pas... Quand l'existence et la sécurité [d'Israël] sont en jeu, tout est de notre responsabilité, on ne laissera jamais

israélienne depuis le début de son invasion du Liban, le 6 juin.

Jusqu'à peu auparavant, Ariel Sharon a cru avoir triomphé. Les bombardements des grandes villes (Beyrouth, Tyr, Sidon...) ont abouti, le 1^{er} septembre, au retrait de la capitale libanaise des groupes armés de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont l'éradication était l'objectif israélien. Les Américains ont supervisé ce retrait et donné à l'OLP des garanties que les populations palestiniennes seront protégées. De plus, Israël a vu son principal allié, le phalangiste chrétien Béchir Gemayel, être élu président de l'Etat libanais fin août. Mais, le 14 septembre, il est assassiné. Dans la nuit, le chef d'état-major

Qui va les attraper ? Bon, [dans les camps de] Fakhani, Sabra, Chatila, à notre avis, ils sont, disons 1 000, peut-être 500. On sait qu'ils y sont, bien équipés, armés et tout. Et vous voudriez qu'on se retire ?... Draper insiste ; les Israéliens demandent à se consulter entre eux. A leur retour, ils acceptent le principe d'un retrait de Beyrouth, mais une fois passé Roch Hachana, le nouvel an juif, soit 48 heures plus tard.

Draper, pressé de conclure : « Le plan sera mis en œuvre sous 48 heures, telle est la politique. »

« Echouer à exercer la puissance américaine pour défendre [ses valeurs] peut avoir des conséquences désastreuses »

Seth Anziska
historien à Columbia

Sharon préfère ne pas laisser d'ambiguïté : « Bon, alors, Fakhani, Sabra, Chatila, Bourjel-Barajneh... » Il nomme les lieux où entre-temps devra se mener la traque aux « terroristes ».

Draper : « Des gens hostiles diront que Tsahal reste à Beyrouth pour permettre aux Libanais de tuer les Palestiniens dans les camps. »

Sharon : « Alors on va les tuer, nous. Il n'en restera aucun. Vous ne sauvez pas (...) ces groupes du terrorisme international. »

Draper : « Nous ne sommes intéressés à sauver aucun de ces gens. »

Sharon : « Si vous ne voulez pas que les Libanais les tuent, nous les tuons. »

L'ambassadeur Draper réitère alors la « position de [son] gouvernement : on veut que vous partiez. Laissez faire les Libanais ». Le retrait israélien débutera trois jours plus tard.

Ce vendredi 17 verra le pire du massacre. Il n'y avait dans les deux camps ni 2 000, ni 1 000, ni 500 « terroristes » : les

ministre israélien de la défense : « Que vous soyez allié, le phalangiste chrétien Béchir Gemayel, être élu président de l'Etat libanais fin août. Mais, le 14 septembre, il est assassiné. Dans la nuit, le chef d'état-major israélien rencontre les chefs chrétiens à Beyrouth. Le matin du 15, contrevenant au cessez-le-feu, Tsahal envahit la ville. Le 16, les miliciens chrétiens entrent dans les camps palestiniens. La nuit, l'aviation israélienne éclairera les lieux pour les aider.

Nous sommes le 17 septembre 1982, et la réunion entre Américains et Israéliens a commencé à 12 h 30. Le premier ministre, Menahem Begin, en est absent. Avec Ariel Sharon, Yitzhak Shamir, le ministre des affaires étrangères, et de hauts responsables des services de sécurité rencontrent l'ambassadeur Draper. L'échange précité

« M. Draper, vous craignez d'être soupçonné d'être de mèche avec nous ? Niez-le et on le niera »

Ariel Sharon

ministre de la défense israélien

est tiré d'une série de cinq documents (datés des 15, 16, 17, 18 et 20 septembre 1982) auxquels Seth Anziska, chercheur américain de l'université Columbia, a eu accès dans des archives israéliennes, et sur lesquels il fonde un article paru dans le *New York Times*, ce lundi 17 septembre, sous le titre « Un massacre évitable ». Mis en ligne par le quotidien américain, ces documents, en hébreu et anglais, jettent une lumière crue sur la politique libanaise de Washington à cette époque et sur la relation américano-israélienne.

Ce 17 septembre, Morris Draper est soumis, surtout de la part d'Ariel Sharon, à une pression peu usuelle : « M. Draper, vous craignez d'être soupçonné d'être de mèche avec nous ? Niez-le et on le niera. » Car au moment où cet échange a lieu, un massacre, qui va entrer dans l'histoire, est déjà en cours : celui des civils palestiniens des camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth. Au total, 800 à 2 000 personnes seront exécutées ou vont disparaître. Des femmes sont violées, des enfants et des vieillards abattus, des hommes emportés vers des destinations inconnues. Commencé le 16, le massacre est mené par des phalangistes chrétiens et des miliciens des Forces libanaises, alliés de l'armée

allié, le phalangiste chrétien Béchir Gemayel, être élu président de l'Etat libanais fin août. Mais, le 14 septembre, il est assassiné. Dans la nuit, le chef d'état-major israélien rencontre les chefs chrétiens à Beyrouth. Le matin du 15, contrevenant au cessez-le-feu, Tsahal envahit la ville. Le 16, les miliciens chrétiens entrent dans les camps palestiniens. La nuit, l'aviation israélienne éclairera les lieux pour les aider.

Ce 17, lorsque l'envoyé spécial américain rencontre ses interlocuteurs, le massacre est en cours. Que savent précisément les deux parties sur ce qui advient dans les camps ? Rien n'est avéré. Mais les Israéliens savent que les phalangistes y sont entrés, et, au moins depuis la veille au soir, leurs propres sources les ont informés d'éventuelles « tueries ». Ils n'en disent mot.

Rapportée par les historiens, une rencontre, très pénible, avait déjà eu lieu la veille au soir. Morris Draper, accompagné de l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, Sam Lewis, fait face à Ariel Sharon, au chef d'état-major israélien, Rafael Eitan, et au chef du renseignement militaire, le général Yehoshua Saguy (orthographié « Sagi » dans les documents). Washington et « les Libanais » demandent que Tsahal se retire de Beyrouth, rappelle l'Américain. Les « terroristes » sont toujours là, rétorque Ariel Sharon, « 2 000 à 3 000, on a même leurs noms ». Dès lors, qui va s'occuper des camps ?, demandent les Israéliens. Lorsque Morris Draper évoque « l'armée et les forces de sécurité libanaises », le général Saguy exige que « les Phalanges aussi » soient de la partie. Draper s'y oppose. « Et qui donc va les en empêcher ? », demandera le général israélien.

De fait, le patron du renseignement de Tsahal sait que les phalangistes y sont déjà. Mais la réunion-clé du lendemain, le 17, se déroulera comme si personne n'en avait connaissance. L'ambassadeur Draper y réitére l'exigence américaine que Tsahal montre des signes, même symboliques, de retrait de Beyrouth : « Israël ne devrait pas donner l'impression d'occuper une capitale arabe. (...) »

Sharon : « Qui va s'occuper de ces 2 000 terroristes ? C'est aussi votre intérêt.

Le retrait israélien débutera trois jours plus tard.

Ce vendredi 17 verra le pire du massacre. Il n'y avait dans les deux camps ni 2 000, ni 1 000, ni 500 « terroristes » : les forces de l'OLP avaient bel et bien évacué Beyrouth. Après une seconde nuit de terreur, les phalangistes se retirent le samedi matin. Informé par son émissaire, l'ambassadeur Draper écrit à Ariel Sharon : « C'est horrible. J'ai un représentant dans les camps qui compte les corps. Vous devriez avoir honte. » Le président Reagan tancera le premier ministre, Menahem Begin, en des termes d'une inhabituelle virulence.

Dans ses Mémoires, le secrétaire d'Etat, George Shultz, sera le plus sévère : « Les Israéliens [nous] ont dit qu'ils entraient dans Beyrouth (...) pour éviter un bain de sang, il s'avère qu'ils l'ont facilité et peut-être même suscité. » Pour avoir fait confiance à leurs alliés, écrira-t-il, « le résultat brutal aura été que nous [les Etats-Unis] sommes partiellement responsables » de ce massacre.

En conclusion de son article, Seth Anziska écrit : « La leçon est claire : parfois un proche allié agit à l'inverse des intérêts et des valeurs américaines. Echouer à exercer la puissance américaine pour les défendre peut avoir des conséquences désastreuses. » L'important, explique-t-il au *Monde*, n'est pas que les Israéliens aient « délibérément trompé » les Américains, selon l'expression qu'utilisera le sous-secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger, ou qu'ils l'aient fait par conviction. « L'essentiel tient en la faiblesse diplomatique face à leurs intimidations et aux reculades successives de l'ambassadeur Draper », qui finit par céder sur l'essentiel.

Obnubilé par son objectif de voir les Israéliens se retirer de Beyrouth, l'ambassadeur accrédité comme réel un fait non avéré – la présence de « terroristes » supposément restés par milliers dans les camps – et accorde à son allié 48 heures de présence supplémentaire dans la ville. « En résumé, il finit par dire aux Israéliens : "Bon, allez-y, tuez les terroristes, et vous partez ensuite." Là est la faillite diplomatique américaine. » ■

SYLVAIN CYPEL